

26 mars 2024. Une journée d'action qui exige des suites !

Dans un contexte national des plus nauséabonds où tout est utilisé pour limiter l'expression de la population, que cela soit les guerres, les attentats, les faits divers, tout est bon pour stigmatiser les individus.

Des privé·es d'emploi aux patient·es, en passant par la jeunesse et les retraité·es, nous serions toutes et tous, des nanti·es, voire des profiteurs de la société.

Plus de 120 initiatives sur l'ensemble du territoire ont rassemblé plus de 25 000 personnes, principalement retraité·es. Elles et ils ont été rejoint·es par des salarié·es, des privé·es d'emploi en lutte pour la revalorisation de leur rémunération.

Diverses initiatives ont été mises en place :

- Des conférences de presse autour de la présentation du simulateur de perte de pouvoir d'achat de la CGT ;
- Des points d'abonnements à *Vie nouvelle* (magazine des retraité·es CGT) ;
- Des signatures, en masse, de la pétition unitaire demandant l'augmentation immédiate de 10 % des pensions ;
- Des rencontres avec des élu·es au niveau local et national ;
- Des rassemblements devant les sous-préfectures ou préfectures, devant les sièges du Medef ;
- D'autres devant les ARS, sur la base de revendications de plus en plus présentes sur les thèmes de la santé et de la défense de la protection sociale.

La forte présence des médias (presse, audiovisuel) confirme l'intérêt partagé de la population et de notre organisation sur tout ce qui touche au pouvoir d'achat.

Les annonces du gouvernement sur les mesures d'austérité à venir, tant au niveau des retraites que de la protection sociale, ne laissent rien présager de bon pour l'avenir de la population, en particulier des retraité·es.

Cette belle journée de mobilisation appelle à de nouvelles initiatives !

D'ores et déjà, l'UCR-CGT met en débat la perspective d'une nouvelle journée d'action nationale sur l'accès à la santé pour toutes et tous, la défense de notre système de protection sociale, l'augmentation des retraites et la défense des services publics.

Montreuil, le 29 mars 2024